



**FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX**  
**Guinée-Bissau**  
**RAPPORT DESCRIPTIF ANNUEL SUR**  
**L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME**

**1<sup>er</sup> JANVIER – 31 DECEMBRE 2010**

**Intitulé du Programme & référence**

- Intitulé du Programme: Emploi et Formation Professionnelle des Jeunes
- Réf. du Programme: 00062500
- Réf. Atlas/MDTF:

**Pays, Localité, Secteur/Thème(s) du Programme**

GUINEE-BISSAU  
Capital et trois régions (Bissau, Buba et Cachéu)

**Organisations participantes**

- PNUD
- BIT

**Partenaires de mise en œuvre**

- Institut National de la Jeunesse (IJ)
- Institut National de Formation Technique et Professionnelle (INAFOR)

**Budget du Programme (US\$)**

**Contribution du PBF:**

- 1 500 000

**Contribution de(s) agence(s):**

- PNUD : 61 000

**Contribution du Gouvernement:**

**• Autres Contributions :**

- Japon : 300 000
- Espagne : 500 000

**TOTAL: 2 361 000**

**Durée du Programme (mois)**

Durée totale: 31 mois

Date de démarrage : Septembre 2008

Date de clôture: Mars 2011

Date de clôture opérationnelle : Mars 2011

Date prévisionnelle de clôture financière: Mars 2012

**Evaluation du Programme**

Evaluation complétée – (à joindre le cas échéant)

Oui  Non Date: \_\_\_\_\_

Evaluation à mi-parcours – (à joindre le cas échéant)

Oui  Non Date: \_\_\_\_\_

**Soumis par:**

- Nom: Mme. Lalao Ramanarivo-Raharisoa
- Titre: Deputy Resident Representative
- Organisation participante (“Lead Agency”): UNDP
- Adresse e-mail: lalao.raharisoa@undp.org

## Abréviations et Sigles

1	<b>BAO</b>	Banco Da Africa Ocidental
2	<b>BIT</b>	Bureau International du Travail
3	<b>INAFOR</b>	Institut National de Formation Technique et Professionnelle
4	<b>CENFI</b>	Centre National de Formation Professionnelle
5	<b>IFTP</b>	Institut de Formation Technique et Professionnelle
6	<b>INJ</b>	Institut National de la Jeunesse
7	<b>INFOJOV</b>	Information pour les Jeunes
8	<b>ONG AD</b>	Organisation Non Gouvernementale « Action pour le Développement »
9	<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
10	<b>SNU</b>	Système des Nations Unies
11	<b>UNFPA</b>	Fonds des Nations Unies pour la Population
12	<b>YERP</b>	Le Programme Régional pour la Cohésion Sociale et l'Emploi des Jeunes en Afrique Sub-saharienne
13	<b>OMD</b>	Objectifs du Millénaire pour le Développement
14	<b>DENARP</b>	Documento de Estratégia Nacional de Redução de Pobreza

## **I. OBJECTIFS**

### **1.1. Objectif Général :**

Permettre aux jeunes qui bénéficient du projet de sortir de leur situation précaire et de devenir un facteur de paix en servant d'exemple pour les autres jeunes.

### **1.2. Les objectifs immédiats:**

Développer les capacités des jeunes à accéder à des activités génératrices de revenus et à des emplois décentes.

### **1.3. Les résultats attendus des projets**

Le Système des Nations Unies (SNU) dans le Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD, plus connu sous l'acronyme anglais UNDAF ) pour la période 2008-2012 préconise en accord avec les autorités nationales d'appuyer: 1) les institutions nationales à développer des stratégies de développement favorables à la croissance économique et la création d'emplois, et 2) les micro et petites entreprises à se renforcer et à se diversifier pour générer des emplois et des revenus à partir de la valorisation des ressources locales. Dans cette perspective, la proposition de l'Equipe Pays du SNU en Guinée-Bissau consiste, en concertation avec les autorités nationales et les ONG intervenant dans le domaine des problématiques liées aux jeunes, en la mise en place des mécanismes de promotion de l'emploi productif durable et de travail décent des jeunes en vue de la réduction de leur vulnérabilité, de l'augmentation de leur autonomie à décider sur leur futur et celui de leurs enfants et de faire d'eux une force décisive pour la consolidation de la paix.

Ce projet vise les résultats suivants, selon une approche qui va permettre d'offrir dans un court terme des possibilités de formations et d'emploi à des jeunes et en même temps de jeter des bases solides pour le renforcement durable des capacités nationales de gestion de la formation professionnelle:

- Développement des capacités des institutions publiques en charge de la jeunesse et de la formation professionnelle ;
  - Renforcement des capacités des institutions de formation professionnelle ;
  - Information et sensibilisation des jeunes sur les métiers et les offres de formation professionnelle ;
  - Formation professionnelle des jeunes assurée dans les domaines prioritaires ;
- Appui aux jeunes candidat(e)s à la formulation et au développement de projets et d'activités génératrices de revenus à travers le microcrédit ;

## **II. RESSOURCES**

### **2.1. Ressources financières**

Les ressources financières proviennent du Fonds de Consolidation de la Paix (PBF) pour le Projet Emploi et Formation Professionnelle des jeunes d'un montant de 1 500 000 USD. Ce fonds a permis de mettre en œuvre les programmes et stratégies d'appui au profit des jeunes pour leur permettre de sortir de leur situation de précarité par la réalisation d'activités génératrices de revenus.

Pour consolider les acquis du projet et favoriser l'exécution du projet dans les meilleures conditions, le PNUD a pu mobiliser d'autres fonds additionnels à travers le Gouvernement du Japon pour le Projet de

Renforcement des Capacités Nationales pour la Formation Technique et Professionnelle des jeunes d'un montant de 300 000 USD, et du Gouvernement de l'Espagne pour le Projet d'Amélioration des Infrastructures du Centre National de Formation Industrielle (CENFI) d'un montant de 500 000 USD. Les procédures financières de gestion desdits projets en vigueur sont celles du PNUD.

## **2.2. Ressources humaines**

Les projets sont pilotés par le Gouvernement à travers un Comité de Pilotage qui est chargé de l'orientation, de l'approbation des plans de travail et du budget.

L'exécution des projets à savoir la mise en œuvre technique, la gestion y compris l'administration des fonds et la production des rapports y afférents, sont réalisés par le PNUD. Le Chargé de Programme du PNUD bénéficie de l'appui des Points Focaux du Gouvernement, notamment le président de l'Institut de la Jeunesse et le président de l'Institut National de Formation technique et professionnelle.

L'équipe de projet est composée de deux (2) experts nationaux et renforcée par un Expert International Volontaire des Nations Unies, nouvellement recruté pour appuyer le projet. Ces personnes bénéficient de l'appui des membres de la Cellule de Coordination du projet, instance opérationnelle du Comité de Pilotage qui est chargée de veiller sur la mise en œuvre des activités, des atteintes des résultats et de l'utilisation adéquates des fonds.

## **2.3. Ressources matérielles et infrastructurelles**

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, les Bureaux du PNUD accueillent le Chargé de programme et ses collaborateurs les plus proches. En d'autres termes, les infrastructures du PNUD sont utilisées par le projet selon les procédures du PNUD. Il en est de même pour les matériels et équipements nécessaires mis à la disposition du personnel du projet pour le fonctionnement.

Pour l'opérationnalisation de la Cellule de coordination, un véhicule tout terrain a été acquis et divers équipements bureautiques en vue de favoriser le fonctionnement de cette entité du projet. D'autres partenaires du projet tels que l'Institut National de la Jeunesse (INJ), INAFOR, CENFI et le Centre Multifonctionnel ont aussi bénéficié d'un certain nombre d'équipements techniques et pédagogiques pour améliorer et renforcer leurs capacités d'intervention en faveur des jeunes en matière de sensibilisation, d'information, de formation technique et professionnelle.

Ces cadres sont utilisés par les projets pour la mise en œuvre de leurs mécanismes d'appui pour permettre aux jeunes d'accéder au travail décent afin de sortir de leur situation précaire et de devenir un facteur de paix en servant de modèle pour les autres jeunes.

# **III. ARRANGEMENTS DE GESTION ET SUIVI DU PROGRAMME**

## **3.1. Mécanisme d'exécution**

Le projet est exécuté par le Gouvernement de la Guinée-Bissau à travers le Secrétariat d'Etat de la Jeunesse, de la Culture et du Sport. En outre, le gouvernement bénéficie de l'appui du PNUD par la mise

à disposition d'un certain nombre de cadres supérieurs nécessaires, au fonctionnement du projet. Le PNUD garantit la réalisation des produits du projet et la production des différents rapports d'avancement. L'équipe du PNUD, pour le projet, est composée d'un chargé de programme appuyé dans ses tâches par trois (3) experts dont un VNU international et deux (2) nationaux.

Cette équipe du PNUD bénéficie de la collaboration de la cellule de coordination qui est composée d'un Coordonnateur, deux (2) responsables des volets formation, crédit et d'un administratif/financier et d'un chauffeur.

A la demande du Comité de Pilotage et pour faciliter une meilleure appropriation des acquis des projets, il a été souhaité la délocalisation des experts nationaux du PNUD vers le Secrétariat d'Etat de la Jeunesse, de la Culture et du Sport afin d'apporter des appuis institutionnels de proximité. A partir d'août 2010, le Secrétariat d'Etat de la Jeunesse, de la Culture et du sport a bénéficié de l'appui institutionnel d'un expert national du projet en vue de renforcer l'appui institutionnel et de favoriser le transfert des compétences.

### **3.2. Procédures des achats des biens et services**

Les procédures des achats des biens et des services sont réalisées selon les règles et procédures du PNUD. De façon générale, les achats et recrutements sont effectués par des appels d'offre, des invitations aux soumissionnaires de propositions technique et financière ou sur la base des listes restreintes, constituées par le Bureau du Pays ou par les partenaires du Système des Nations Unies comme le Bureau International du Travail et le Fonds des Nations Unies pour l'Equipeement.

### **3.3. Suivi et évaluation**

Le suivi-évaluation dont la finalité étant de rassembler les informations concernant les conditions d'exécution et l'impact des actions menées, d'analyser ces informations pour en tirer les enseignements et identifier les ajustements à prévoir, est assuré par la cellule de coordination du projet. Dans ce cadre, un document de suivi-évaluation a été élaboré et mis à la disposition des membres de cette cellule afin de les soutenir dans la réalisation de l'activité et de l'atteinte des résultats escomptés. Un suivi mené en décembre 2010 a permis de collecter les données sur le nombre de bénéficiaires du crédit et le nombre d'emplois créés.

### **3.4. Rapport sur diagnostic, évaluation et études conduites**

Un atelier national sur la diffusion des « meilleures pratiques en matière de promotion de l'emploi et de la formation professionnelle » s'est tenue du 03 au 05 Mars 2010 à Bissau avec 70 participants du gouvernement, du secteur privé, de la société civile, des ONG et des centres de formation. Les objectifs de l'atelier, les conclusions et les recommandations ont été diffusés à travers les radios nationales. Un rapport sur cet atelier est disponible.

Dans la mise en œuvre des mécanismes d'accès au crédit pour l'atteinte d'une certaine efficience dans le financement des projets des jeunes, une seconde étude d'évaluation des banques et des Institutions de Micro-Finance a été réalisée par un Consultant international afin de pouvoir examiner la possibilité de contracter un nouveau partenariat avec une seconde Banque. Suite à cette étude, un second contrat de partenariat a été conclu avec la Banque Régionale de la Solidarité (BRS) tout en respectant les critères édictés par l'étude.

#### **IV. RÉSULTATS**

##### ***Résumé des progrès par rapport aux produits***

L'année 2010 a vu la mise en place d'un Comité de pilotage du projet. Ce Comité de pilotage et une cellule de coordination du projet sont opérationnels pour la gestion et le suivi des projets. La cellule de coordination a bénéficié d'équipements informatiques et de connexion à internet pour assurer son opérationnalité. Dans le cadre de l'appui institutionnel, un soutien financier a été apporté au Secrétaire d'Etat de la Jeunesse, de la culture et du Sport pour sa participation à la conférence internationale de la jeunesse en Suisse en Juin 2010. Un document de suivi des entreprises des jeunes bénéficiaires du projet a été élaboré par l'expert international et mis à la disposition de la cellule de coordination pour la réalisation des activités de suivi

Après la BAO, c'est au tour de la BRS de conclure un accord de partenariat avec le PNUD pour la gestion d'une ligne de crédit au profit des jeunes. Ce second partenariat accroît l'offre de possibilité d'accès de crédit aux jeunes en Guinée-Bissau puisqu'il augmente la zone de couverture afin d'améliorer le taux de crédit et la création d'activités génératrice de revenus pour l'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

A partir d'août 2010 au 31 décembre 2010, la BAO a octroyé 61 crédits aux jeunes hommes et femmes pour créer leur entreprise. Depuis cette date, ces soixante un (61) jeunes de Bissau et des régions de Bissau, Buba et Cachéu se battent pour se faire une place au soleil à travers les activités génératrices qu'ils mènent grâce au projet. On compte 29 femmes soit 47% des jeunes parmi ces pionniers en entrepreneuriat. Les entreprises fonctionnelles des jeunes ont créé au moins 3 emplois par entreprises soit environ 183 emplois créés. 95 plans d'affaires de jeunes sont en attente d'étude au niveau de la BAO.

En matière d'offre de service non financier, seize (16) formateurs issus du secteur privé et public ont bénéficié de formation en entrepreneuriat selon la méthodologie GERME du BIT en vue du renforcement de l'offre de service non financier. Sur les seize formateurs ayant reçu déjà la formation en « Trie » et « Créé », douze (12) sont en phase de finalisation du processus de formation en gestion d'entreprise selon la méthodologie GERME du BIT. Ce sont ces formateurs qui collaborent avec le projet pour la formation des jeunes à l'esprit d'entreprise et à la formulation/élaboration des plans d'affaires. Le processus de formation a démarré le 03 novembre 2010 par la formation des formateurs en gestion d'entreprise « Germe classique » c'est-à-dire gérez mieux votre entreprise et « Germe Niveau 1 » c'est-à-dire développer votre AGR et mieux la gérer et méthodes de suivi. Cette formation s'est achevée le 18

décembre 2010, des jeunes ayant déjà reçus des crédits, en gestion d'entreprise dans les deux niveaux à Bissau soit environ 76 jeunes formés.

Des jeunes ont pu bénéficier autant de formation professionnelle orientée vers les créneaux porteurs que de formations spécifiques en technique de gestion pour apprendre à mieux gérer leurs activités afin que celles-ci puissent être durables et pérennes pour servir de modèle aux autres jeunes.

#### **4.1. Développement des capacités des institutions publiques en charge de la jeunesse et de la formation professionnelle**

Des institutions publiques en charge de la formation professionnelle telles que l'Institut National de la Jeunesse (INJ), l'Institut National de Formation Technique et Professionnelle (INAFOR) et le Centre Multifonctionnel ont vu leurs capacités se renforcer avec l'acquisition d'équipements et de fournitures de bureau, d'équipements informatiques et de connexion Internet.

La Cellule de coordination a bénéficié de l'appui institutionnel des experts nationaux puisque ceux-ci ont été réaffectés du PNUD, sur proposition du Comité de pilotage, pour les locaux de la Cellule de coordination en juillet 2010 afin d'assurer une meilleure appropriation des mécanismes de gestion et des acquis des projets. La cellule de coordination a bénéficié également de l'apport d'un Expert VNU international spécialiste en emploi et développement durable, recruté par le PVNU et mis à la disposition du PNUD pour appuyer le programme emploi-jeunes.

Dans le cadre de l'appui institutionnel, un soutien financier a été apporté au Secrétaire d'Etat de la Jeunesse, de la culture et du Sport pour sa participation à la conférence internationale de la jeunesse en Suisse en Juin 2010.

En termes d'acquis au niveau des projets complémentaires, on notera la réhabilitation des infrastructures du CENFI qui a renforcé le dispositif de formation par la mise à disposition de 8 salles de classe d'exploitation pour des cours théoriques et 6 salles de classes pour les cours pratiques. Ces réalisations ont été possibles grâce à l'appui financier de l'Espagne dans le cadre du projet YERP.

#### **4.2. Renforcement des capacités des institutions de formation professionnelle**

Dans le cadre de l'étude sur l'évaluation des centres de formation professionnelle, des institutions de formation bien structurées et équipées ont été recommandées pour servir de structures d'accompagnement des jeunes à la mise en œuvre du processus du programme emploi-jeunes. C'est ainsi que des contrats de formation ont été élaborés et des formations réalisées avec le Centre d'Information et de Formation Artisanale et Professionnelle (CIFAP) et l'Action pour le Développement (AD).

La mise à niveau des formateurs du CENFI s'avérait nécessaire après une cessation d'activité durant plusieurs années pour faute de destruction partielle des infrastructures suite au conflit politique 98-99. A cette fin, trois (3) experts internationaux ont été recrutés dans les filières de la Construction civile, la Menuiserie métallique et l'Electrotechnique en vue de former des formateurs du centre à l'élaboration

de modules de formation. Ce processus a permis de former 15 formateurs en électrotechnique, 18 formateurs en menuiserie métallique et 18 formateurs en construction civile. Au total, 52 formateurs ont été formés et encadrés à l'élaboration de programme et modules de formation dans les filières précitées. Il faut noter que ces actions de formation des formateurs ont été réalisées grâce au financement du projet Japon.

Dans la perspective de diversifier les offres de formation tenant compte des besoins des jeunes, une procédure de recrutement pour l'embauche de trois (3) consultants internationaux a été réalisée pour la formation des formateurs et la formation des jeunes dans les domaines du Secrétariat, de la réparation de matériel informatique et de l'entretien.

Pour les travaux de formation en entrepreneuriat, un consultant international et douze (12) formateurs locaux ont été recrutés pour la réalisation d'un programme de formation des formateurs, méthodes de suivi et coaching. Ces formations se sont déroulées sur deux mois à Bissau de novembre à décembre 2010. Pour l'encadrement technique et le suivi des



*Les infrastructures du CENFI en cours de réhabilitation*



*Les infrastructures de CENFI réhabilitées*

projets développés par les jeunes, les douze (12) formateurs jouent un rôle prépondérant dans le processus. Ils assurent la formation à l'entrepreneuriat des jeunes et ils les appuient à élaborer et finaliser leur plan d'affaire. En outre, ils contribuent avec la cellule de coordination à la mise en œuvre du mécanisme de suivi des jeunes dans leur entreprise afin de mesurer l'impact du projet sur le jeune et son environnement.

Pour rendre le CENFI fonctionnel après sa réhabilitation par le projet Espagnol, un générateur a été acquis en vue d'assurer au CENFI la fourniture d'énergie électrique pour assurer le bon fonctionnement des équipements, des salles de cours et des bureaux.

Pour faciliter la mise en œuvre des programmes de formation au CENFI, le projet japon a financé l'acquisition d'équipements pour les travaux pratiques dans les secteurs de : construction civile, coupe - couture, plomberie, menuiserie bois et d'électricité

### **4.3. Assurer l'information et la sensibilisation des jeunes sur les métiers et les offres de formation professionnelle**

Pour assurer la mise à disposition de l'information et la sensibilisation des jeunes, le projet a équipé un Centre Multifonctionnel de Jeunesse déjà réhabilité par l'UNFPA. Cette infrastructure est gérée par le Secrétariat d'Etat de la Jeunesse, de la Culture et du Sport. C'est le point de rencontre des jeunes pour s'informer sur les opportunités qui s'offrent à eux en matière de stratégie d'insertion socioéconomique des jeunes mise en place par le gouvernement mais également ils ont la possibilité de se connecter à Internet ou se former en informatique puisque la structure a aussi bénéficié d'équipements de bureautique et de connexion Internet.

On retiendra l'organisation de l'atelier national sur la diffusion des «meilleures pratiques» en matière de promotion de l'emploi et de la formation professionnelle qui s'est déroulé du 3 au 5 Mars 2010 à Bissau avec 70 participants du secteur privé, gouvernement, société civile, ONG et centres de formation technique et professionnelle. Pour mieux partager les conclusions et recommandation de l'atelier sur les meilleures pratiques, une diffusion a été faite à travers les radios nationales.

Le projet, pour une large diffusion et information sur ces objectifs et activités, a organisé du 08 au 15 mai 2010 à Bissau, une semaine dénommée « Semaine Nationale de la Jeunesse »

En outre, pour donner une meilleure visibilité aux actions du projet en faveur des jeunes, un reporter Jina Moore de New York, grâce aux soins de PBF, est venu réaliser des interviews avec des jeunes bénéficiaires du projet en vue de montrer à la face du monde les soutiens apportés pour la réinsertion socio-économique des jeunes en Guinée-Bissau

### **4.4. Formation professionnelle des jeunes assurés dans les domaines prioritaires**

La mission principale du projet est d'assurer la formation technique et professionnelle des jeunes afin de leur offrir des possibilités d'accès à des crédits pour leur auto emploi ou leur employabilité. La mise en œuvre de cette politique a permis de former cent (100) jeunes hommes et femmes sur une période de trois mois dans les domaines de l'électricité, la construction civile, la menuiserie métallique, la coupe-couture, le froid et climatisation et la mécanique auto. Il est important de signaler que 45 jeunes dont 18 femmes ont bénéficié de formation en construction civile, techniques de commerce, arts culinaires, coiffure, gestion de cyber café et sérigraphie.

Ces différentes formations se sont déroulées en partenariat avec les structures suivantes :

- CIFAP – 20 jeunes formés dans le domaine de la construction civile;
- Ecole des Arts et Métiers de Quelelé, 20 jeunes formés en commerce;
- 2 jeunes filles formées en coiffure au Salon de coiffure “Samaritana” ;
- Dans l'entreprise INFOJOV – 3 jeunes formés en gestion de cyber café ;
- 1 jeune à l'entreprise “Global Service” formé dans la sérigraphie.

*La mise en œuvre de ces programmes de formation s'est réalisée grâce au financement du Japon. Le projet financé par le Japon, le projet financé par l'Espagne et le projet financé par PBF forment un programme complémentaire d'insertion socioéconomique des jeunes.*

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de formation des jeunes à l'entrepreneuriat, 76 jeunes ont bénéficié de formation en Germe classique pour 40 jeunes déjà installés dans leur entreprise et 36 jeunes en Germe Niveau 1. Ces formations ont permis de renforcer les compétences managériales de 40 bénéficiaires de crédit du projet emploi-jeunes, en activité, dans la gestion d'entreprise. Aussi, 36 jeunes en quête d'emploi ont été formés en gestion d'entreprise Germe Niveau 1 et ils ont élaboré, par la même occasion, leurs plans d'affaires pour des projets de création d'entreprise.

#### **4.5.Appui fourni aux jeunes candidat(e)s à la formulation et au développement de projets et activités génératrices de revenus à travers le microcrédit**

La gestion des lignes de crédits courant l'année 2010 s'est faite essentiellement avec la BAO avec laquelle le PNUD a signé une convention de partenariat. Une deuxième banque, la BRS, vient de se voir acceptée par le PNUD pour la signature d'une seconde convention de partenariat pour la gestion d'une deuxième ligne de crédit. La signature des accords de partenariat s'est déroulée en décembre 2010. La BRS a prévu l'analyse et le financement de 70 plans d'affaires courant premier trimestre 2011.



Zeca Dos Reis, « MANGUABA Grupo Electromecânica Dos Reis »

(En Tee-shirt noir, extrême gauche)

Seule la BAO a octroyé des prêts aux jeunes en cette année 2010 après examen de leur plan d'affaires. En matière d'appui aux jeunes pour l'élaboration de plans d'affaires, 240 jeunes ont élaboré leurs plans d'affaires à savoir leurs projets d'activités. Sur les 240 plans d'affaires élaborés, 80 plans proviennent

de Bissau et les 160 autres plans proviennent des régions de Gabu (80), Cachéu (40) et de Quinara (40).

La BAO, après analyse des différents dossiers, a financé 61 projets de jeunes. Le financement desdits projets s'est réalisé entre le mois d'août à décembre 2010. La valeur globale des projets financés s'élève à 105 100 000 FCFA

Les projets des jeunes sont essentiellement orientés vers des domaines aussi variés tels que les la coiffure, la restauration, le commerce, la gestion de cyber café, l'artisanat, la couture, etc.

Sur les 61 jeunes bénéficiaires, 29 bénéficiaires sont des femmes soit 47% des jeunes ayant créés une activité génératrice de revenus.

Les jeunes bénéficiaires de crédits pour la mise en œuvre de leurs projets ont mis en place un cadre d'échange pour pouvoir accompagner et défendre les intérêts de leurs membres mais aussi aider à l'accès de financement à d'autres jeunes. Cette association est à ses débuts et elle attend d'être reconnue officiellement par les autorités.

Par ailleurs, les formateurs Germe ont également mis en place une Association des Formateurs Germe de Guinée-Bissau (AFGGB) en vue de promouvoir les services d'appui non financiers nécessaires au développement de l'entreprise. L'association attend également d'être reconnue officiellement.

#### **4.6. Principaux partenaires d'exécution**

Le projet est exécuté à travers les efforts conjugués d'un ensemble de partenaires au sein d'un comité de pilotage, tous unis par la volonté de travailler à l'atteinte de l'objectif global. Ce comité de pilotage chargé de l'orientation du Programme, de l'approbation des plans de travail et le budget, est composé :

- De représentants du Ministère de l'Education Nationale, de la Culture, de la Science, de la Jeunesse et du Sport, du Ministère des Finances, Ministère de l'Economie, du Plan et de l'Intégration Régionale et du Ministère de la Fonction Publique.
- D'un Comité Technique d'apporter assistance et facilitation à la prise de décisions au CP pour la mise en œuvre et le suivi des différentes activités du projet ;
- Le PNUD-Bissau assure l'exécution du Projet à travers le Chargé de Programme et des experts nationaux et d'un VNU international et la mise en place d'une cellule de coordination au niveau du Secrétariat d'Etat de la Jeunesse, de la Culture et du Sport qui est chargée de la planification et du suivi des activités à Bissau et dans les régions.

Pour faciliter le travail du comité de pilotage, celui-ci se fonde sur les partenaires nationaux d'exécution du programme qui sont également membres du comité de pilotage. Il s'agit de l'Institut National de la Jeunesse et de l'Institut de formation technique et professionnelle/Centre National de Formation Industrielle (CENFI).

En plus, une cellule de coordination chargée d'assurer la mise en œuvre des activités, des attentes des résultats et de l'utilisation adéquate des fonds du Projet.

#### **Quelques résultats clés**

On retiendra :

- Le renforcement de capacité des institutions de formation publique et de gestion des projets : l'Institut National de la Jeunesse (INJ), l'Institut National de la Formation Technique et Professionnelle (INAFOR), le Centre National de la Formation Industrielle (CENFI) et le Centre Multifonctionnel ;

- La réhabilitation totale du CENFI avec la mise à disposition de 8 salles de cours théoriques et 6 salles de cours pratiques (Projet Espagnole : YERP) ;
- La signature d'accord de partenariat avec deux (2) institutions bancaires pour la gestion de lignes de crédits à travers le financement de PBF et YERP ;
- Les 61 entreprises créées par les jeunes avec au moins 3 emplois créés par entreprise. Le nombre d'emplois créés serait d'environ 183. On peut affirmer que le niveau de création d'emplois par les jeunes bénéficiaires du programme Emploi/jeunes est assez significatif et promoteur. Le taux moyen de femmes ayant reçu un crédit de création d'entreprise s'élève à environ 47% ;
- Les activités de sensibilisation et d'informations menées ont augmenté l'engouement des jeunes à s'auto-employer. La cellule de coordination, le PNUD ainsi que les Banques reçoivent quotidiennement des visites de jeunes désireux d'entreprendre des activités génératrices de revenus.
- L'accompagnement des bénéficiaires de projets par la mise en œuvre immédiate d'un plan de formation en entrepreneuriat à leur profit (formation à Trie, création d'entreprise et gestion d'entreprise), permettant d'assurer la rentabilité financière et la durabilité de l'activité financée.
- L'élaboration d'une stratégie de mise en œuvre du projet et les éléments stratégiques en termes de formation dans le domaine de création et gestion des entreprises et financement par les banques partenaire ;
- Le projet emploi et formation professionnelle des jeunes a suscité auprès des banques classiques plus d'intérêts au volet micro-finance. Ces institutions financière sont prêtes aujourd'hui à prendre la relève du processus en cours au profit toujours de la jeunesse en quête d'emploi.

#### **4.7. Leçons à tirer**

- La mise en œuvre du « Quick Impact » était très périlleuse compte tenu de la nature du projet et de l'importance des fonds alloués à la composante de microcrédit, qui nécessite d'actions préliminaires ainsi que la mise en place d'un mécanisme durable pour que les fonds de microcrédit puissent être utilisés comme un fonds auto-renouvelable et également bénéficiaire à d'autres jeunes. Pour cela, il fallait mettre une stratégie de gestion des fonds destinés au financement des projets des jeunes afin de garantir l'atteinte des résultats escomptés et d'assurer la durabilité des projets financés.
- L'introduction tardive d'un mécanisme de suivi/évaluation des projets des jeunes afin de mesurer les résultats immédiats sur les jeunes et aussi de pouvoir apporter les mesures correctives nécessaires afin d'assurer une continuité et pérennité des appuis apportés au public cible ;
- La défection de l'une des banques sélectionnées lors de la première évaluation a contribué à diminuer le taux d'octroi de crédit aux jeunes en 2010 et par conséquent à la baisse du taux d'entreprises créées ;

- La faiblesse au niveau de l'organisation des jeunes bénéficiaires du projet qui, à travers leur association, seront un lobby pour mener des plaidoyers auprès du gouvernement en vue d'atténuer les facteurs entraînant des difficultés d'installation des projets des jeunes.

## **V. FUTUR PLAN DE TRAVAIL**

La clôture du projet est le 31 mars 2011, les fonds sont disponibles au niveau des banques pour poursuivre l'octroi de crédit aux jeunes.

Pour garantir l'atteinte des résultats escomptés, les efforts du projet devront s'orienter vers les activités suivantes:

- La recherche de nouveaux financements pour accroître le nombre de jeunes bénéficiaires de formation professionnelle et de crédit ;
- Le suivi du processus d'accès des jeunes aux crédits à travers les deux institutions bancaires partenaires (BAO et BRS) ;
- La mise en place d'un comité de sélection opérationnel constitué de toutes les parties prenantes et l'élaboration d'un cahier de charge de ce comité afin de rendre le processus de financement plus accessible ;
- Le renforcement de l'appui des partenaires nationaux dans la planification, la mise en œuvre et le suivi du projet à travers la cellule de coordination qui est maintenant opérationnelle ;
- La poursuite des activités d'information et de sensibilisation des jeunes sur les objectifs des projets et sur les opportunités d'affaires ;
- L'organisation, le renforcement et l'amélioration des services d'appui aux entreprises (Business Development Service) afin qu'ils puissent apporter des accompagnements nécessaires et appropriés aux projets des jeunes pour rendre leurs activités durables et pérennes ;
- La mise en place d'un mécanisme de parrainage des jeunes pour l'accès aux formations professionnelles ;
- La réactualisation de l'étude sur les créneaux porteurs afin d'orienter les projets des jeunes vers les filières porteuses ;
- La réalisation d'une étude de viabilité en vue du développement d'un programme inclusif de la micro-finance en Guinée-Bissau (Cette étude est en cours de réalisation).

Pour garantir le succès du processus de formation professionnelle des jeunes, les infrastructures de la CENFI devront être mises à contribution. Cette structure ayant bénéficié de l'appui des projets devra être utilisée, rentabilisée et dynamisée afin de pouvoir remplir sa mission première qui est la formation professionnelle et spécifique des jeunes de la Guinée-Bissau.

## VI. EVALUATION EN FONCTION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

	Indicateurs de performance	Indicateurs de référence (2009)	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
<b>Résultat 1</b> <b>Capacités des institutions publiques en charges de la jeunesse et de la formation professionnelle développées</b>	<b>Indicateur 1.1</b> Les institutions en charge de la formation professionnelle sont fonctionnelles	3 institutions (INJ, INAFOR et CENFI)	Les institutions publiques en charges de la formation professionnelle	3 institutions	0	Rapports trimestriels ; rapport annuel	II, INAFOR et CENFI Diverses réunions organisées ; dotation en équipement des institutions. Connexion internet assurée des institutions
<b>Résultat 2 :</b> <b>Capacités des institutions de formation professionnelle renforcées</b>	<b>Indicateur 2.2</b> Nombre de formateurs formés	4 formateurs	Les institutions de formation professionnelle	64 formateurs	54 formateurs formés au niveau national selon le financement prévu	Rapports trimestriels ; rapport annuel ; Rapport de formation	52 formés des institutions et 12 formateurs GERME issus du public, privé et associations Formation formateur dans domaines prioritaire grâce au projet Japon : Menuiserie métallique, électricité et construction civile
	<b>Indicateur 2.2</b> Nombre de module de formation disponibles	7 modules plus modules Germe		3 modules plus modules	3 modules plus les modules Germe en 2010	Rapports trimestriels ; rapport annuel ; Rapport de formation	Modules existent en Construction civile, Menuiserie métallique et électricité
<b>Résultat 3</b> <b>Information et sensibilisation des jeunes assurées sur les métiers et les</b>	<b>Indicateur 3.1</b> Nombre de jeunes informés et sensibilisés sur les métiers et les offres	357 jeunes	Les jeunes hommes et femmes	68 jeunes	des jeunes ont été sensibilisés et informés mais	Rapports trimestriels ; rapport annuel ;	En 2009, 357 jeunes sensibilisés. Demandes plus accentuées des jeunes après les diverses actions menées dans le cadre de la

<b>offres de formation professionnelles</b>	de formation professionnelles				malheureusement les informations n'ont pas été enregistrées.		sensibilisation mais non enregistrement des données.
<b>Résultat 4 Formation professionnelle des jeunes assurées dans les domaines prioritaires</b>	<b>Indicateur 4.1</b> Nombre de jeune formés dans les domaines prioritaires	420 jeunes	Les jeunes hommes et femmes	221 jeunes	En 2009, 420 jeunes formés, Etant donné qu'ils n'ont pas tous bénéficié de crédit, on a formé moins de jeunes c'est pourquoi écart est 199 jeunes	Rapports trimestriels ; rapport annuel ; Rapport de formation	145 formés grâce au projet Japon et 76 grâce à PBF
<b>Résultat 5 Appui fourni aux jeunes candidat(e)s à la formulation et au développement de projets et activités génératrices de revenus à travers le micro-crédit</b>	<b>Indicateur 5.1</b> Nombre de projets formulés	80 projets	Les projets formulés	276 projets	196 projets Pour essayer de s'approcher des 500 indicateurs de références	Rapports trimestriels ; Rapports des banques	La sélection de la seconde banque a tardé ; c'est pourquoi le taux est de 55%
	<b>Indicateur 5.2</b> Nombre de jeunes/groupement de jeunes bénéficiant de crédit pour la mise	00 jeune/groupement	Les jeunes et/ou groupements de jeunes	61 jeunes	61 jeunes Début d'octroi des crédits	Rapports trimestriels ; Rapport annuel ; Rapports des banques	La mise en œuvre tardive du processus d'octroi de crédit et la sélection tardive de la seconde banque ; c'est pourquoi le taux est faible soit 12%

	en œuvre de leurs projets						
	<b>Indicateur 5.3</b> Nombre de jeunes/groupement de jeunes bénéficiant d'encadrement	Les bénéficiaires de projets	Les jeunes et/ou groupements de jeunes	61 jeunes	00	Rapports trimestriels ; Rapport annuel	Les jeunes et l'association des jeunes bénéficiaires de crédits pour la mise en œuvre de leurs projets bénéficient de l'encadrement.